

## Deuxième Partie Services Aériens.

### Titre III : Travail aérien.

Article 170 : Entreprises : Les services de travail aérien peuvent être assurés par des entreprises marocaines ou étrangères, dûment autorisées conformément à l'article 122 du présent décret.

Article 171 : Aéronefs utilisés : Les entreprises marocaines doivent utiliser des aéronefs immatriculés au Maroc ; toutefois, en cas d'insuffisance d'équipement, elles peuvent louer ou affréter des aéronefs immatriculés à l'étranger.

Avant toute utilisation, tout aéronef destiné à un travail aérien au Maroc doit obtenir une licence d'exploitation qui est délivrée par le directeur de l'air si celui-ci considère l'aéronef apte au travail aérien envisagé

La validité d'une licence d'exploitation délivrée à un aéronef immatriculé au Maroc peut être d'un an. La validité d'une licence délivrée à un aéronef immatriculé à l'étranger sera limitée à trois mois renouvelables ; toutefois, si un tel aéronef conserve un port d'attache au Maroc pendant plus de six mois, il devra, sous réserve de l'examen de cas particuliers, être immatriculé au Maroc.

Si, pour une cause quelconque, le certificat de navigabilité d'un aéronef ayant obtenu une licence cesse d'être valable, la validité de la licence cesse également.

Article 172 : Interdiction : les aéronefs immatriculés à l'étranger et utilisés au Maroc à des services de travail aérien ne pourront être employés à aucune autre activité rémunérée, tant qu'ils resteront au Maroc, toute contravention à cette disposition entraînera l'annulation de la licence d'exploitation.

Article 173 : Personnel : Les pilotes d'aéronefs utilisés pour certains travaux aériens qui nécessitent des vols à des hauteurs inférieures aux minima fixés au titre V de la première partie du présent décret devront être munis d'un certificat de vol rasant, délivré par le directeur de l'air.

Article 174 : Responsabilité : Les exploitants de services de travail aérien sont responsables pécuniairement des dommages et préjudices causés à des personnes ou biens à la surface.

Article 175 : Règles complémentaires : Un arrêté du ministre des travaux publics, pris en accord avec le ministre de l'agriculture, fixera les règles particulières au travail aérien agricole, notamment en ce qui concerne les conditions de délivrance de certificats de vol rasant, les caractéristiques minima des aérodromes à utiliser, les conditions techniques d'exécution des vols.